

Pour de nouveaux droits sociaux pour toutes et tous : Mobilisé·es jusqu'à l'abrogation de la contre réforme de l'assurance chômage

Communiqué SUD Culture Spectacle Vivant

Le confinement/couvre-feu que nous subissons ce mois de Novembre 2020 ne ressemble pas au confinement de Mars dernier. Depuis, la situation économique et sociale ne cesse de se dégrader.

En Mars dernier, le confinement a été très dur à vivre pour beaucoup économiquement, socialement, psychologiquement, notamment pour les plus précaires, les chômeurs·euses, les intermittent·es de l'emploi qui bien souvent faute de contrats, n'ont pas pu bénéficier du chômage partiel et se sont retrouvé·es sans salaire et parfois même sans droits. Mais pour beaucoup aussi, le temps était très occupé par la mise en place du télé-travail, par l'école faite à la maison, par les multiples démarches à mener pour obtenir le chômage partiel etc...

Les beaux jours arrivant avec le déconfinement, de nombreux travailleurs·es précaires qu'il·lles soient salarié·es ou en auto-entrepreneuriat (restauration, hôtellerie, culture, tourisme, sécurité etc) ont pensé que leurs activités allaient pouvoir reprendre à peu près normalement. Mais pour beaucoup d'entre elle·eux, les choses ne se sont pas passées aussi facilement. De nombreuses entreprises n'ont pas renouvelé les contrats courts et/ou saisonniers qu'en temps normal elles

mettent en place. D'autres *entreprises* ont tout simplement mis la clé sous la porte. Et, tandis qu'Amazon, les GAFA ou les lobbys pharmaceutiques explosaient leurs bénéfices, l'onde de choc a commencé à frapper les plus précaires. Aujourd'hui, nombreux sont celle·ux qui ont sombré dans la pauvreté et rejoint les rangs de celle·ux qui y étaient déjà. Pour les étudiant·es, qui survivent souvent de petits boulots, la situation est tout aussi alarmante. A titre d'exemple, le Secours Populaire a dû multiplier depuis octobre les distributions alimentaires destinées aux étudiant·es. Plus globalement, beaucoup de gens n'ont plus les moyens ni de se loger, ni de se nourrir. En quelques mois, les restos du cœur ont vu les demandes d'aides se multiplier par 3.

Ce reconfinement, intervenu quelques mois après le premier, et décrété sans aucune concertation avec les ler·es concerné·es (syndicats , associations, collectifs et coordinations) a plongé bon nombre d'entre nous dans un état de choc et d'isolement. Attaqué·es de toutes parts (restriction des droits fondamentaux, attaque de la liberté de manifester, loi de modernisation de la recherche, loi sécurisation globale...), on peut avoir la sensation d'une grande impuissance.

Il n'y a aucun complot pourtant. Les capitalistes et les gouvernements qui leur sont inféodés savent habilement profiter des désastres (écologiques, attentats, sanitaires...) pour imposer des réformes économiques ultra-libérales (privatisations, destruction des droits sociaux notamment). Seule une lutte collective et une mise en perspective, peut nous permettre de sortir de cet état de choc.

Concernant notre secteur du spectacle vivant, la situation n'est pas meilleure. Nous constatons tous les jours qu'une majorité d'entre nous pensent qu'il lui sera impossible de renouveler ses droits en Août 2021. Par ailleurs la plupart

des annulations de spectacles n'ont pas été indemnisées du tout.

Dans cette situation alors que le chômage est en train d'exploser, la « contre-réforme » de l'assurance chômage est toujours dans l'agenda du gouvernement et elle n'a été que reportée au premier avril 2021. Grâce au recours déposé auprès du Conseil d'Etat par plusieurs collectifs, associations et syndicats, un pan entier de celle-ci vient d'être retoquée par le Conseil d'Etat. Pour autant, la durée nécessaire pour ouvrir des droits (qui passerait de 4 à 6 mois) est maintenue et on assiste à l'aggravation des contrôles de la part de Pôle Emploi.

Cette contre réforme s'inscrit bien dans la même logique de démantèlement et de privatisation de la sécurité sociale que la réforme des retraites et les réductions des dépenses de l'assurance maladie (fermeture de lits d'hôpitaux, forfait urgence etc ...). **Quand tout sera privé on sera privé de tout**, comme on pouvait lire sur les pancartes lors des dernières manifestations.

Une lutte globale est, plus que jamais, nécessaire. Aussi nous exigeons :

- L'abrogation immédiate et définitive des réformes de l'Assurance Chômage et des retraites.
- Une nouvelle Convention indemnisant 100% des chômeur·euses et des précaires (au minimum SMIC) **et de toute urgence** une année blanche pour TOU·TES, y compris pour les nouveaux entrant·es.
- L'indemnisation à 100% du chômage partiel pour toutes celle·ux qui ont un emploi
- L'arrêt des contrôles et le redéploiement des effectifs de Pôle emploi vers l'indemnisation et l'accompagnement.

– Un accès garanti pour toutes et tous aux congés maternité / maladie, à la formation continue, à la protection complémentaire, à la médecine du travail, etc.

SUD culture revendique une assurance chômage financée à 100% par les cotisations sociales, une égalité salariale femme / homme revue à la hausse et s'associe au projet porté par plusieurs organisations dont la Confédération Paysanne, d'une Sécurité Sociale Alimentaire pour tou·tes les précaires et les bas revenus, afin que soit revendiqué l'extension des droits existants déjà pour la santé, via la Sécurité Sociale, au secteur de l'Alimentation.

En conclusion il est urgent de mettre en perspective la reprise de contrôle des Caisses de Sécurité sociale dont celle de l'assurance chômage. Nous rappelons que ces Caisses sont financées par nos cotisations sociales. Ce n'est donc ni au Patronat (qu'il nous faut exclure de ces caisses) ni à l'Etat, de décider mais à nous tou·tes, chômeur·euses, précaires, retraité·es, et salarié·es.

Il est urgent également d'initier et de soutenir, face à l'abandon des services publics et de l'Etat, les initiatives de solidarités concrètes, les réseaux d'entraide (collectes alimentaires, vestimentaires, réquisitions de logements,..) qui se multiplient partout dans le pays envers les plus fragiles : les sans-papier·es, les sans-logis, les mal-logé·es, celles et ceux qui sont harcelés par la police et les administrations, etc...

Nous appelons donc à faire du 5 décembre, journée nationale de mobilisation contre la précarité et la réforme de l'assurance chômage, une journée de lutte, par tous les moyens possibles. Toutes et tous ensemble, pour exiger que soient satisfaites les véritables priorités, sociales et écologiques, garantes d'un autre avenir.

